



Rendez-vous salarial du 17 octobre 2018

Le nouveau monde utilise les vieilles recettes !

Ce 17 octobre, se tenait au ministère de l'Action et des comptes publics une réunion consacrée à la situation salariale des agent.e.s de la Fonction publique.

Par la voix d'Olivier DUSSOPT, le gouvernement a confirmé ses orientations austéritaires en matière salariale et en particulier sa volonté de prolonger le gel de la valeur du point d'indice pour les personnels des trois versants de la Fonction Publique.

Les mesures déjà annoncées lors du rendez-vous salarial de juin 2018 ont été confirmées (reprise de PPCR au 1/1/2019, GIPA 2018, frais de missions et monétisation des jours du CET).

Seule véritable annonce de cette réunion : la résurrection du "*travailler plus pour gagner plus*" cher à l'ancien président du vieux monde Mr Sarkozy.

Le gouvernement propose l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires, qui demeureront imposables, à l'instar du dispositif appliqué dans le secteur privé.

Pour la CGT, cette mesure qui concerne environ 1,5M d'agents (700 000 pour l'État, 220 000 pour la FPT et 570 000 pour la FPH) pour un gain mensuel de l'ordre de 10€ à 16€, vise à accompagner les suppressions d'emploi et aura pour effet d'allonger le temps de travail au détriment de la santé des personnels.

Elle sera de surcroît financée par une ponction sur la branche famille de la Sécurité sociale, ponction dont le mode de financement demeure non précisé.

Concernant les personnels de la Fonction Publique Hospitalière, quatre mesures du « plan santé » ont été annoncées, alors même que la négociation n'est pas engagée dans ce secteur. La CGT, a dénoncé les différences de traitement subies par ces agents qui ne bénéficieront pas, notamment, des mesures concernant la valorisation du barème d'indemnisation des jours CET appliquée aux autres versants.

Dans ce secteur hautement féminisé de la Fonction Publique, le gouvernement envoie un très mauvais signe sur sa volonté réelle de mettre en œuvre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes alors même que la négociation est en cours pour un nouvel accord pour l'ensemble de la Fonction Publique.

La réunion d'aujourd'hui confirme l'orientation profondément régressive de la politique gouvernementale.

Pour la CGT le seul moyen de répondre véritablement et durablement à l'urgence salariale est d'augmenter immédiatement la valeur du point d'indice pour toutes et tous .

La CGT continuera d'agir résolument en ce sens .

Union Fédérale des Syndicats de l'Etat CGT 263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil CEDEX

☎ : 01.55.82.77.56 - Mel : ufse@cgt.fr - site : <http://ufsecgt.fr>

Fédération Des Services Publics CGT 263, Rue de Paris – case 547 – 93514 Montreuil CEDEX

☎ : 01.55.82.88.20 - Mel : fdsp@cgt.fr - site : <http://cgtservicespublics.fr>

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale CGT 263, Rue de Paris – case 538 – 93514 Montreuil CEDEX

☎ : 01.55.82.87.49 - Mel : santeas@cgt.fr - site : <http://sante.cgt.fr>